

## La Société civile s'implique dans le processus électoral au Burundi

PANA, 15/09/2009 Bujumbura, Burundi - La Coalition de la Société civile pour le monitoring électoral (COSOME) et le Forum pour le renforcement de la Société civile (FORSC), deux grandes associations de la Société civile burundaise, ont défini, mardi, le rôle actif qu'elles entendent jouer dans la préparation, l'organisation et le déroulement d'élections "libres, transparentes, équitables et apaisées" d'ici l'année 2010. La sortie médiatique des deux ONG a coïncidé avec la célébration de la deuxième Journée internationale de la démocratie sous le thème du "rôle du partenariat entre la société civile et les médias dans un processus électoral".

"Ce partenariat avait permis, en 2005, aux burundais, aux acteurs socio-politiques et à la communauté internationale d'être satisfaits du processus, de son déroulement et de ses résultats", a rappelé à l'occasion le président de la COSOME, Jean Marie Vianney Kavumbagu. "L'union faisant la force, dans la prise de mesures et actions préventives des dérives électorales, un tel partenariat pourrait encore apporter en 2010 une précieuse contribution aux résultats escomptés et attendus par les Burundais et leurs partenaires", a-t-il souligné en substance. Revenant sur les préparatifs électoraux en cours, le conférencier a rappelé la mise en place d'une commission nationale électorale indépendante (CENI), en février 2009, ainsi que la récente adoption du nouveau code électoral par le parlement burundais. "La COSOME s'en réjouit d'autant plus que d'autres signes encourageants du contexte socio-politique ont été enregistrés au cours du premier semestre", a-t-il poursuivi, en relevant, notamment l'aboutissement heureux des négociations entre l'Etat burundais et les forces nationales de libération (FNL), l'intégration des membres de cet ancien mouvement rebelles dans les institutions politiques, administratives et militaires, la libération des prisonniers d'opinion, l'organisation des cadres de dialogue au cours desquels la population ainsi que les différents partenaires politiques et de la société civile ont été associés pour discuter des questions qui hantent le Burundi. "Toutefois, des difficultés contextuelles pouvant nuire au bon déroulement des élections persistent et c'est ainsi que, à titre illustratif, la COSOME a relevé au cours du premier semestre 2009, de nombreux cas de vols criminels à main armée, d'assassinat ciblés dont celui du vice-président de l'observatoire de lutte contre la corruption, les malversations économiques (OLUCOME), Ernest Manirumva", s'est inquiété M. Kavumbagu. Le directeur général du FORSC, Pacifique Nininahazwe a, quant à lui, estimé au moins un nombre d'observateurs dont aura besoin la société civile pour bien suivre le déroulement des élections générales de 2010 au Burundi. En 2005, le FORSC était l'organisation de la société civile la plus visible et active sur le terrain des élections et n'a pu couvrir que 30% des bureaux de vote, selon la même source. Dans sa communication à la conférence-débat, le journaliste politologue burundais de renom, Jean Bosco Nduwimana, a invité ses confrères à "être les garants d'une pratique vertueuse de la démocratie par l'objectivité et l'impartialité". Le président de la CENI, Pierre Claver Ndayicariye, de son côté, a vivement encouragé le partenariat entre la société civile et les médias pour "animer et véhiculer le pluralisme des idées des citoyens qui aspirent à une démocratie paisible et au développement économique social".